

Unité inter-départementale Gard-Lozère
1 rue de la Cité-Administrative
Cité administrative, Bât. G
BP 80002 - Cedex 9
31074 Toulouse

Toulouse , le 16/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GSM

Deveze de Bouzanquet - Le Jal

30820 CAVEIRAC

Références : référence à compléter

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2022 dans l'établissement GSM implanté Deveze de Bouzanquet - Le Jal 30820 CAVEIRAC . L'inspection a été annoncée le 25/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM
- Deveze de Bouzanquet - Le Jal 30820 CAVEIRAC
- Code AIOT dans GUN : 0006600508
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière de Caveirac a une capacité de production de 600.000 tonnes de granulats calcaires. Elle dessert les marchés de proximité d'aménagements urbains et d'infrastructures routières. Sont également produits des matériaux destinés à réaliser des chaussées et plateformes drainantes et des enrochements qui participent à la protection du littoral camarguais. (source: site internet de l'exploitant)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- accès

- Pollution (bacs de rétention),
- Plan de surveillance des émissions poussière,
- Front d'abattage,
- Plande Gestion des Déchets (PGD).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Front d'abattage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article / Article 11.6.		Sans objet
Plan de Gestion de déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article / Article 16 (bis)		Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Accès	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article / Article 2.1.2.2.		Sans objet
Pollution	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article / Article 71.6.		Sans objet
Plan de surveillance des émissions de poussière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article / Article 19.5		Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a vérifié la thématique portant sur la stabilité des fronts en exploitation et fait état d'une anomalie de surplomb. L'exploitant s'est engagé à traiter rapidement ce constat et à maintenir une surveillance régulière des fronts.

Il est également vérifié la bonne documentation du plan de gestion des déchets en tant qu'action nationale 2022. L'étude du PGD met à jour une insuffisance de ce dernier, qui doit être repris.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article Article 2.1.2.2.
Thème(s) : Autre, Barrière d'entrée
Prescription contrôlée : arrêté préfectoral n° 18-033N du 1 mars 2018 Article 2.1.2.2. Signalisation, accès, zones dangereuses « (...) Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. (...) »
Constats : Constat : Suite à l'inspection de 2020 et relégué en 2021, il est constaté la détérioration de la barrière, l'exploitant indique avoir procédé au redressement de cette dernière. Un essai de fermeture a été effectué et démontre la fermeture effective de cette dernière. Remarque : L'exploitant indique pour information qu'il est prévu de changer cette dernière par une barrière complète avec ouverture sur rail, mais qu'il est dans l'obligation d'attendre l'aménagement de la commune qui prévoit le passage d'un chemin, mais dont le projet n'est pas encore arrêté, ceci afin de garantir la compatibilité d'une ouverture sur rail.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article Article 7.1.6.
Thème(s) : Autre, Bacs de rétention
Prescription contrôlée : arrêté préfectoral n° 18-033N du 1 mars 2018 Article 7.1.6. Étude de dangers de l'arrêté préfectoral n° 18-033N du 1 mars 2018. « (...) L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. (...) »
Constats : L'inspection de 2020 avait demandé la vérification de l'étanchéité des bacs béton de rétention dans l'atelier. Il est constaté lors de la présente inspection du dépôt des bacs béton qui ont été remplacés par un ensemble de bacs classiques métalliques sur lesquelles repose désormais l'ensemble des fûts bidons et autres réservoirs de produit de maintenance. Il est rappelé à l'exploitant de respecter les limitations de l'article 18.1. Prévention des pollutions accidentelles de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, concernant ces bacs et les quantités pouvant être admis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de Gestion de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 (bis)
Thème(s) : Actions nationales 2022, PGD
Prescription contrôlée : Article 16 bis Modifié par Arrêté du 24 avril 2017 - art. 3 L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant leur valorisation , et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : (...)
Constats : Constat : Le Plan de Gestion des Déchets (PGD) présenté lors de l'inspection ne permet pas d'obtenir les informations suivantes : - le/les lieu(x) d'implantation(s) : aucun plan dédié précis n'est présent, la description fait référence a des zones/secteur/plateforme/installation/aire de travail/bassin de rétention d'eaux pluviales/partie sud Ouest de l'excavation parfois nommé "Devèze" ou "Jal" sans cartographie dédiée. - Les mesures préventives; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - les éléments issus de l'étude de danger propre à prévenir les risques d'accident majeur; Conclusion : L'exploitant reprend l'étude et l'édition de son plan de gestion des déchets, L'exploitant transmet à l'inspection un délai d'édition du PGD, L'exploitant transmet suivant ce délai, le PGD à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de surveillance des émissions de poussière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 19.5
Thème(s) : Autre, Plan de surveillance des émissions de poussières
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.
Constats : Constat : Il est vérifié et constaté les mesures de poussière. Les jauges de type(b) CAV 1-5-6 respectent les limites de la réglementation. La jauge CAV3 reste la jauge la plus impactée, mais reste maîtrisée par rapport aux mesures de 2019, Remarques : Il est noté une stabilité des jauges type(b) CAV1 et CAV5 et une baisse de CAV6, Il est noté la volonté de l'exploitant de conserver une fréquence de mesures trimestrielles et non semestrielles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Front d'abattage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.6.
Thème(s) : Autre, Surplomb
Prescription contrôlée : Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières 11.6. - Front d'abattage. (...) Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. (...)
Constats : Constats : Lors de la visite terrain, il est constaté la présence d'un surplomb sur le front Nord/Est. La configuration géologique par strates calcaires horizontales ainsi que la consistance de la roche, l'importante épaisseur supérieure et la faible profondeur indiquent qu'il s'agit ici d'un début de surplomb qui ne présentant pas de danger imminent, mais devant être traité. Conclusion : Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'élimination de ce surplomb et de garantir la stabilité des fronts par une vérification visuelle régulière de ces derniers notamment après la purge consécutive à un tir de mines.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet